



Les grands titres:

- Iraq : l'ONU demande 284 millions de dollars supplémentaires pour se préparer à la reprise de Mossoul
- Mali : la MINUSMA condamne une attaque meurtrière contre un camp militaire malien
- Forte hausse de cas suspects de choléra au Soudan du Sud, selon l'UNICEF
- Soudan du Sud : la Mission de l'ONU préoccupée par les restrictions de mouvement imposées par le gouvernement
- Le premier rapport de suivi de mise en œuvre des ODD confirme l'ampleur des défis à relever
- « Le monde a ignoré l'hépatite à ses risques et périls », prévient l'OMS
- Cisjordanie : l'ONU s'inquiète d'un nouvel incendie criminel contre les Dawabshas à Duma
- Violences sexuelles : l'UNICEF condamne la culture de l'impunité
- Ban Ki-moon salue la résolution à l'origine du changement de relations entre l'Iran et le Conseil de sécurité, il y a un an
- La FAO appelle à utiliser les produits du bois pour lutter contre le changement climatique

Iraq : l'ONU demande 284 millions de dollars supplémentaires pour se préparer à la reprise de Mossoul



Une famille déplacée en provenance de Mossoul dans le Camp de Baharka, à la périphérie d'Erbil, en Iraq. Photo : HCR / Cengiz Yar

20 juillet - Alors que les forces gouvernementales gagnent du terrain contre Daech en Iraq, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) et ses partenaires ont appelé mercredi à prendre des mesures urgentes pour se préparer à la reprise de Mossoul au groupe terroriste dans les prochains mois, avertissant qu'il pourrait bien s'agir de la pire crise humanitaire dans le monde en 2016.

« La campagne militaire à Mossoul aura un impact dévastateur sur les civils. Il faut s'attendre à des pertes massives parmi les civils et à ce que les familles qui tentent de fuir soient fortement exposées aux dangers », a déclaré la Coordinatrice humanitaire de l'ONU pour l'Iraq, Lise Grande, dans un communiqué de presse.

Afin de se préparer à la campagne de Mossoul, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont lancé un appel de fonds de 284 millions de dollars, qui seront potentiellement utilisés pour venir en aide à 1,5 million de civils.

« Nous ne pouvons pas nous préparer à cette crise humanitaire, probablement la plus importante et la plus dévastatrice dans le monde cette année, jusqu'à ce que nous recevions des fonds additionnels », a déclaré Mme Grande.

La Coordinatrice humanitaire a par ailleurs rappelé que les opérations militaires du gouvernement iraquien et de ses alliés pour reprendre les zones sous le contrôle de Daech ont d'ores et déjà forcé des centaines de milliers de civils à fuir leurs maisons, y compris plus de 85.000 personnes lors de la reprise de Falloujah.

Au total, l'OCHA estime que plus de 3,3 million d'Iraqiens sont actuellement déplacés à travers le pays, une situation qui risque de s'élargir dans les mois à venir à 2,5 millions de personnes supplémentaire, en provenance notamment de la ville de



Mossoul.

Or, Mme Grande a souligné que les centres d'accueil et les camps de déplacés ont déjà atteint leur capacité maximum. « Les partenaires humanitaires sont sur tous les fronts. Au début de cette année, nous avons lancé un appel de fonds de 861 millions de dollars pour aider 7,3 million d'Iraqiens qui étaient déjà en difficulté. Nous n'avons jusqu'à présent reçu que 40% de cette somme », a-t-elle précisé.

« Nous avons besoin de fonds pour répondre à l'appel initial et nous avons aussi besoin de 284 millions de dollars supplémentaires, au moins deux mois et demi avant le début des opérations à Mossoul pour nous y préparer », a précisé la Coordinatrice humanitaire, soulignant qu'il s'agissait là du strict minimum nécessaire pour faire face à la future crise humanitaire à Mossoul.

La Coordinatrice humanitaire ajoutée que le coût total de l'opération humanitaire à Mossoul dépendrait de l'ampleur, la durée et l'intensité des combats. « Dans le pire des cas, près de 1,8 milliard de dollars pourraient être nécessaires pour soutenir les personnes en difficulté », a-t-elle estimé.

Mali : la MINUSMA condamne une attaque meurtrière contre un camp militaire malien



Des Casques bleus à Menaka, au Mali.
Photo : MINUSMA/Marco Dormino

20 juillet - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a fermement condamné mercredi une attaque perpétrée la veille contre un camp militaire et ses points de contrôle à Nampala, au nord-est de Ségou, qui a fait de nombreux morts et blessés parmi les forces armées maliennes.

Suite à cette attaque, le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali et chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a présenté dans un communiqué de presse ses condoléances aux familles des victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Lors des événements, la MINUSMA, qui n'opère pas dans la zone de Nampala, a mobilisé en coordination avec les autorités maliennes, d'importants moyens aériens de reconnaissance et d'assistance médicale », a par ailleurs indiqué M. Annadif.

Il a souligné la nécessité pour toutes les parties maliennes de rapidement conjuguer leurs efforts, afin d'empêcher aux organisations terroristes opérant dans le pays « d'exploiter la situation actuelle pour faire échouer le processus de paix et pour détériorer les capacités, la sécurité, la stabilité, l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du peuple malien ».

Le Représentant spécial a affirmé que la MINUSMA se tenait aux côtés du Mali, « déterminée à apporter tout son appui » aux autorités et forces de défense et de sécurité maliennes, conformément à son mandat.

Forte hausse de cas suspects de choléra au Soudan du Sud, selon l'UNICEF



Traitement du choléra au Soudan du Sud.
Photo : MINUSS

20 juillet - Alors que les cas suspects de choléra sont en augmentation au Soudan du Sud, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé mercredi avoir intensifié ses activités opérationnelles dans le pays.

« L'hôpital universitaire de Juba a rapporté que 69 nouveaux cas suspects ont été hospitalisés mercredi, ce qui porte à 112 le nombre total de personnes actuellement traitées dans la capitale », a déclaré l'UNICEF dans un communiqué de presse, ajoutant que 141 personnes suspectées d'être atteintes de la maladie ont été rapportées au total dans le pays, dont six ont trouvé la mort.

L'UNICEF a toutefois indiqué que le nombre réel de cas de choléra à travers le pays restait à confirmer, en raison du manque d'équipement de laboratoire nécessaire pour obtenir un diagnostic.

Le Fonds a indiqué qu'il travaillait en collaboration avec le Ministère de la santé sud-soudanais et les organismes partenaires, afin de fournir du matériel médical et des services d'assainissement, et de sensibiliser les communautés.

« Une réponse rapide et coordonnée est essentielle pour prévenir une épidémie de choléra », a estimé le Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud, Mahimbo Mdoe, ajoutant que le déploiement d'équipes de réponse rapide était en cours.

L'UNICEF a indiqué qu'il fournissait avec ses partenaires des médicaments, des perfusions et d'autres produits de santé pour traiter la maladie. « Trois tentes de triage ont été érigées pour servir de salles supplémentaires au cas où le nombre de cas continuait d'augmenter », a précisé M. Mdoe, ajoutant que du chlore a aussi été fourni pour être utilisé dans les stations de lavage des mains mises en place dans l'unité d'isolement de l'hôpital de Juba. Ailleurs dans la capitale, a-t-il dit, cinq cellules de réhydratation ont été mis en place afin que les gens qui se sentent malades puissent recevoir des traitements de réhydratation et être pris en charge.

« Dans les sites de protection des civils de l'ONU, où des milliers de personnes continuent de s'abriter suite aux combats qui ont éclaté à Juba il y a près de deux semaines, l'approvisionnement quotidien en eau continuent d'être fourni, en dépit des difficultés initiales d'accès », a ajouté M. Mdoe, précisant que l'eau est ensuite traitée avec du chlore.

Soudan du Sud : la Mission de l'ONU préoccupée par les restrictions de mouvement imposées par le gouvernement



20 juillet - La Mission des Nations Unies en République du Soudan du Sud (MINUSS) s'est déclarée préoccupée mercredi par les restrictions de mouvement que lui imposent le gouvernement dans le pays et a condamné des attaques récentes contre son personnel et ses locaux.

La Mission « rapporte qu'environ 1.000 personnes ont manifesté devant son camp de Tomping aujourd'hui à Juba [la capitale du pays] », a déclaré le porte-parole adjoint du Secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York. Il a ajouté que les manifestants, dont certains ont jeté des pierres contre la porte du camp, ont été dispersés après avoir remis une pétition à la MINUSS.

« Une force d'intervention rapide composée de Casques bleus et une unité de police constituée étaient sur le terrain pour contrôler la foule et aucun incident n'a été rapporté », a ajouté M. Haq.

Toutefois, le porte-parole adjoint a indiqué que, la veille, deux membres sud-soudanais du personnel de la Mission ont été agressés physiquement par des jeunes manifestants à Bor, après un discours du gouverneur local.

« La MINUSS condamne les attaques physiques contre son personnel et ses locaux, et appelle toutes les parties à respecter les opérations de l'ONU, son personnel et ses propriétés », a déclaré M. Haq.

Par ailleurs, « les restrictions de mouvement imposées à la MINUSS se poursuivent », a indiqué le porte-parole adjoint. Il a notamment précisé que la Mission s'était vue interdire par le gouvernement mercredi l'accès aérien à la plupart des régions du pays, à l'exception du Haut Nil et de Bahr el-Ghazal, et de leurs environs. De plus, a ajouté M. Haq, un vol d'hélicoptère prévu la veille par la Mission entre Juba et Bor a également été interdit.

« La MINUSS est préoccupée par ces développements, qui violent clairement l'Accord sur le statut des forces signé avec le gouvernement et qui empêchent l'ONU d'accomplir son mandat dans le pays », a déclaré le porte-parole adjoint.

Il a par ailleurs indiqué que la Mission continuait d'effectuer des patrouilles, « mais avec des restrictions »,

dans et autour de ses sites de protection des civils à Juba.

Le premier rapport de suivi de mise en œuvre des ODD confirme l'ampleur des défis à relever



Source : le premier rapport d'étape sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

20 juillet - Le premier rapport d'étape sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), présenté mercredi aux journalistes, confirme les défis qui attendent la communauté internationale dans la mise en œuvre des 17 objectifs du Programme à l'horizon 2030, adopté par les Etats membres en septembre 2015.

« Nous avons là l'opportunité de mettre véritablement le monde sur une trajectoire durable afin de ne laisser personne de côté », a déclaré le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations, Thomas Gass, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York, durant laquelle il a présenté le rapport.

Ce document, fondé sur les chiffres officiels fournis par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux ODD, sera publié chaque année afin de réaliser un suivi de la mise en œuvre et de la progression des ODD, a précisé M. Gass.

Concernant les données contenues dans le rapport, le Sous-Secrétaire général a souligné qu'environ une personne sur huit dans le monde vit encore dans l'extrême pauvreté et que près de 800 millions de personnes souffrent de la faim.

Le rapport révèle également que les naissances de près d'un quart des enfants de moins de 5 ans ne sont toujours pas enregistrées, que 1,1 milliard de personnes vivent sans électricité et que plus de 2 milliards de personnes rencontrent des difficultés d'accès à l'eau.

La veille, mardi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait présenté les grandes lignes du rapport, publié le jour même, au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se réunissait du 11 au 20 juillet au siège de l'ONU, à New York.

« Nous avons entrepris un voyage monumental et historique », avait alors déclaré le Secrétaire général aux participants.

Ce Forum, dont il s'agissait de la première session annuelle, a justement pour but d'être la plate-forme centrale des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 ODD, sous l'égide du Conseil économique et sociale des Nations Unies (ECOSOC).

A cette occasion, M. Ban avait déclaré que le rapport fournissait une évaluation précise de la situation du monde par rapport aux 17 ODD et mettait en « évidence les lacunes et les défis les plus importants ».

« Nous sommes bien partis », avait-il ajouté, tout en appelant la communauté internationale à « ne pas trouver le repos avant d'être parvenus à un monde de paix, de dignité et d'opportunité pour tous ».

« Le monde a ignoré l'hépatite à ses risques et périls », prévient l'OMS



Vaccination contre l'hépatite B en Argentine. Photo OMS/PAHO

20 juillet - A quelques jours de la Journée mondiale contre l'hépatite, célébrée chaque année le 28 juillet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé mercredi les pays à renforcer les tests de dépistage et l'accès aux traitements pour les 400 millions d'individus dans le monde infectés par l'hépatite B ou C.

« Le monde a ignoré l'hépatite à ses risques et périls », a déclaré dans un communiqué de presse la Directrice générale de l'OMS, Dr Margaret Chan. « Il est temps de mobiliser une réponse globale contre l'hépatite qui soit d'une ampleur comparable à celle générée pour lutter contre d'autres maladies transmissibles, telles que le VIH/sida et la tuberculose », a-t-

elle ajouté.

Selon l'OMS, le nombre de personnes atteintes de l'hépatite B ou C dans le monde est plus de 10 fois supérieur à celui des personnes infectées par le VIH. Seulement une personne atteinte de l'hépatite virale sur 20 a conscience de l'être et seulement 1 sur 100 reçoit un traitement.

En mai dernier, l'Assemblée mondiale de la Santé, l'organe exécutif de l'OMS, a appelé à traiter 8 millions de personnes atteintes de l'hépatite B ou C d'ici 2020, à réduire les nouvelles infections d'hépatite virale de 90%, et à diminuer le nombre de décès liés à la maladie de 65% entre 2016 et 2030.

« Nous devons agir maintenant pour empêcher les gens de mourir inutilement de l'hépatite », a de son côté déclaré le Directeur du département de l'OMS en charge de la lutte contre le VIH de l'hépatite, Dr Gottfried Hirsichall.

Il a rappelé que l'hépatite B et C se transmettent par le sang, ainsi que par les aiguilles et seringues, soit dans les établissements de santé, soit chez les personnes qui consomment des drogues injectables. Ces deux virus peuvent également être transmis de la mère à l'enfant ou en ayant des rapports sexuels non protégés.

A l'heure actuelle, l'OMS a indiqué qu'il existait un vaccin contre l'hépatite B, mais pas contre l'hépatite C. Selon l'agence, certains pays, comme l'Égypte, tentent toutefois de réduire le taux d'infection du virus en abaissant le prix des traitements disponibles pour l'hépatite C.

En 2014, l'OMS a indiqué que 184 pays vaccinaient les nourrissons contre l'hépatite B, comparé à 31 pays en 1992, et que 82% des enfants dans ces pays ont reçu un vaccin contre l'hépatite B cette année-là.

En outre, l'agence a souligné l'importance de renforcer les mesures de sécurité en matière de transfusion du sang, y compris en se dotant d'un dépistage de qualité et systématique. L'OMS a également insisté sur l'adoption de pratiques d'injection sécurisées, de services de réduction des risques pour les consommateurs de drogues injectables, mais aussi de pratiques sexuelles plus sûres, y compris via la réduction du nombre de partenaires et l'utilisation de préservatifs.

Cisjordanie : l'ONU s'inquiète d'un nouvel incendie criminel contre les Dawabshas à Duma



Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov. Photo : ONU / Devra Berkowitz

20 juillet - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, s'est dit préoccupé mercredi par les rapports faisant état d'un nouvel incendie criminel contre la famille Dawabsha, en Cisjordanie, près d'un an après la mort de plusieurs membres de cette même famille dans un incident similaire.

« Je suis préoccupé par les rapports concernant un nouvel incendie criminel contre la maison de la famille Dawabsha, la nuit dernière, à Duma, en Cisjordanie occupée », a déclaré M. Mladenov dans un communiqué de presse. « S'il est confirmé, cet acte ignoble serait le troisième incident du même type en un an dans ce village », a-t-il dit.

Le Coordonnateur spécial a rappelé l'attaque terroriste perpétrée le 31 juillet 2015 par des extrémistes juifs, durant laquelle ils avaient incendié la maison de la famille Dawabsha à Duma. Seul survivant, le petit Ahmed, âgé de quatre ans à l'époque, avait perdu son père, sa mère et son petit frère d'à peine 18 mois dans l'incendie. Cette attaque avait alors provoqué l'émoi et la condamnation unanime de la communauté internationale.

Depuis lors, a déploré M. Mladenov, « des actes d'accusation ont été émis, mais les auteurs de ce terrible crime n'ont toujours pas comparu devant la justice ». « Je demande aux autorités d'agir rapidement pour traduire en justice les auteurs de ce terrible crime, ainsi que du dernier incident [de mardi soir] », a-t-il appelé.

Le Coordonnateur spécial a également exhorté Israël, « en tant que puissance occupante », à garantir la protection des communautés palestiniennes vulnérables de Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, conformément à ses obligations en vertu du droit international.

Violences sexuelles : l'UNICEF condamne la culture de l'impunité



Des étudiantes d'une école de sage femmes à El Fasher, au Nord Darfour, manifestent contre la violence visant les femmes. Photo ONU/Albert Gonzalez Farran

20 juillet - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a condamné mercredi la culture de l'impunité entourant les violences sexuelles contre les femmes et les filles dans le monde, suite à un cas récent de viol collectif en Inde.

« Les rapports concernant le viol collectif d'une jeune femme [appartenant à la caste] Dalit, en Inde, par les mêmes cinq hommes qui l'avaient violée il y a trois ans, souligne la culture odieuse de l'impunité qui entoure la violence contre les filles et les femmes », a déploré la Conseillère principale de l'UNICEF sur les questions de genre, Anju Malhotra.

Selon la presse, des agents de police dans le nord de l'Inde ont arrêté mardi trois hommes soupçonnés de l'enlèvement et du viol d'une étudiante de 20 ans la semaine dernière. Ils faisaient partie d'un groupe de cinq hommes accusés d'avoir agressé la jeune femme il y a trois ans et l'auraient pris pour cible une seconde fois pour la punir d'avoir porté plainte pour viol en 2013.

Mme Malhotra a indiqué qu'environ une fille sur 10 dans le monde est victime de violences sexuelles au cours de sa vie. « La majorité de ces jeunes filles sont violées pour la première fois entre 15 et 19 ans », a-t-elle ajouté.

La Conseillère de l'UNICEF a toutefois déclaré que l'indignation ne suffisait pas. « Nous devons agir maintenant pour mettre fin à cette brutalité qui s'est banalisée et rendre aux victimes de cette violence la justice et la protection auxquelles elles ont droit », a appelé Mme Malhotra.

Ban Ki-moon salue la résolution à l'origine du changement de relations entre l'Iran et le Conseil de sécurité, il y a un an



Drapeau de l'ONU. Photo: ONU

20 juillet - Un an jour pour jour après l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution historique, ouvrant la voie à une résolution pacifique de la question du nucléaire iranien, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué ce triomphe de la diplomatie au service de la résolution et de la prévention des conflits.

« La résolution 2231 (2015) a marqué un changement fondamental dans les relations entre l'Iran et le Conseil de sécurité, et a fourni un calendrier pour supprimer la question du nucléaire iranien de l'ordre du jour du Conseil », a salué M. Ban.

Dans cette résolution, adoptée le 20 juillet 2015, le Conseil approuve le Plan d'action global commun qui avait été négocié quelques jours auparavant par l'Iran et un groupe de six pays (Chine, États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) à Vienne, en Autriche. Ce Plan d'action prévoit de limiter la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium pendant dix ans, en échange d'une levée des sanctions internationales pétrolières et financières contre le pays.

« En ce premier anniversaire, je félicite les membres du Conseil de sécurité et les signataires du Plan d'action global commun pour cette réalisation historique », a déclaré M. Ban.

Le Secrétaire général a rappelé que cet accord, combiné à un régime de vérification solide, avait mis fin à l'un des régimes de sanctions les plus strictes du Conseil de sécurité, tout en offrant à l'Iran une place plus importante au sein de la communauté internationale.

« Le Plan d'action global commun a été un triomphe de la diplomatie au service de la résolution et de la prévention des conflits, et a également renforcé les normes de non-prolifération », a ajouté le chef de l'ONU, saluant la détermination des signataires.

Il a par ailleurs salué la République islamique d'Iran pour l'application de ses engagements nucléaires, tel qu'a été en mesure de le vérifier l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est en charge du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action.

« Je salue également les mesures prises par l'Union européenne et les États-Unis, conformément à leurs engagements relatifs aux sanctions dans le cadre du Plan d'action », a dit le chef de l'ONU.

Il a appelé les signataires de l'accord et les États membres à soutenir la mise en œuvre pleine et effective du Plan d'action. Il a également souligné qu'il était important que le Plan d'action bénéficie à tous les participants, y compris en fournissant des avantages tangibles au peuple iranien.

« Un an après, je reste convaincu que le Plan d'action est le meilleur moyen de garantir la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire de l'Iran, tout en réalisant les aspirations du peuple iranien », a dit le Secrétaire général.

La FAO appelle à utiliser les produits du bois pour lutter contre le changement climatique



Des villageois fraisent du bois pour la fabrication éventuelle de produits du bois tels que des meubles et même des maisons, à Back Kan, au Vietnam. Photo : FAO / Joan Manuel Baliellas

20 juillet - Un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié mercredi, affirme que les produits du bois contribuent à la séquestration du carbone dans les forêts et appelle à recruter des bûcherons, des architectes et des menuisiers pour lutter contre le changement climatique.

« Les forêts jouent un rôle primordial en tant que puits de carbone, indispensable pour lutter contre le changement climatique. Ce que l'on sait moins, c'est la manière dont leur contribution pourrait être intensifiée même une fois qu'un arbre a été coupé », a déclaré la FAO dans un communiqué annonçant la sortie du rapport.

Intitulée 'Pour une foresterie à faible teneur en carbone : Intégrer les forêts et les produits du bois dans les stratégies de lutte contre le changement climatique', cette nouvelle étude porte sur la manière de capitaliser sur le cycle de production du bois pour améliorer, voire même démultiplier, la capacité des forêts à extraire et stocker le carbone atmosphérique.

Grâce à des avancées technologiques et à des procédés de transformation plus propres et plus écologiques, l'utilisation industrielle du bois peut en effet contribuer à réduire l'empreinte carbone, par opposition à celle des combustibles fossiles, explique le rapport.

Il rappelle que bois est le principal biocarburant solide et représente 69% de l'approvisionnement en énergie renouvelable dans le monde. C'est aussi le principal combustible domestique pour près de 2,4 milliards de personnes dans le monde.

Selon le rapport, des fourneaux plus efficaces pourraient contribuer à faire baisser les deux milliards de tonnes d'émissions mondiales de dioxyde de carbone qu'ils produisent chaque année pour cuisiner et stériliser l'eau.

Parallèlement, là où les forêts sont gérées de manière durable et relativement abondante, la biomasse ligneuse (qui se manifeste généralement sous forme de pellets, souvent fabriqués à partir de produits recyclés ou de déchets) peut être utilisée comme source d'énergie à grande échelle, explique l'étude.

« Promouvoir le bois en tant que source d'énergie renouvelable pourrait sembler contre-intuitif, mais 1,86 milliards de mètres cubes de bois, soit plus de la moitié de la production mondiale, est déjà utilisée dans cette optique », a précisé la FAO.

Plus directement, le rapport explique que lorsque le bois est transformé en mobilier, en planchers, en portes ou encore en poutres, il ne s'oxyde pas immédiatement et continue à stocker du carbone. Or, selon le rapport de la FAO, le stockage du carbone réalisé par ces produits du bois compense presque l'ensemble des émissions de GES induites par leur fabrication.

« L'émission nette produite par un bureau en bois, en particulier lorsqu'il est ancien, est inférieure à celle d'un bureau moderne fait d'acier et de dérivés de plastique avec moins d'options d'élimination lorsqu'arrivé 'en fin de vie' », a dit l'agence, ajoutant que c'est également valable pour de nombreux autres matériaux de construction faits à partir de bois.

Favoriser l'accès et l'adoption de mesures facilitant la redistribution de la biomasse, par exemple en recyclant le bois utilisé dans la construction de meubles ou d'emballages ou les réutiliser en tant que source d'énergie, pourrait contribuer à réduire les émissions de carbone de 135 millions de tonnes et la nécessité des décharges, indique le rapport.

« Aujourd'hui, il est de plus clair que les produits à base de bois sont en concurrence avec d'autres matériaux de construction. Le bilan carbone d'un bâtiment en bois équivaut seulement à la moitié d'une structure faite de béton », a affirmé la FAO.

